

Pontivy : le service des impôts aux entreprises ferme, ils dénoncent la fin des services publics en Centre-Bretagne

L'intersyndicale des Finances publiques du Morbihan dénonce la casse des services publics en Centre-Bretagne, avec la fermeture du service des impôts aux entreprises de Pontivy.



L'intersyndicale des Finances publiques du Morbihan dénonce, ce mardi 7 décembre 2021, la casse des services publics en Centre-Bretagne, avec la fermeture du service des impôts aux entreprises de Pontivy. ©Pontivy Journal
Par [Angélique Goyet](#) Publié le 7 Déc 21 à 12:07

Pontivy Journal

« C'est irréversible et ce n'est pas compatible avec les discours sur la transition écologique : les agents devront soit faire la route à Lorient, soit déménager à Lorient, soit changer de métier. » L'**intersyndicale des Finances publiques du Morbihan** manifeste ce mardi 7 décembre 2021 devant le centre des impôts de **Pontivy**.

Le service des impôts aux entreprises à Lorient au 1er janvier...

Même les fortes pluies et les fortes rafales de vent de la [tempête Barra](#) ne vont pas les refroidir ce mardi : la fermeture du service des impôts aux entreprises, au 1er janvier 2022, a du mal à passer.

Ce service des impôts aux entreprises déménage à Lorient, tout comme celui de Ploërmel. Les entrepreneurs qui auront besoin de conseils vont devoir nous appeler – mais il y a plus de téléphones que d'agents – soit se déplacer à Lorient. La direction des Finances publiques a même dit que les entreprises n'avaient qu'à prendre un comptable, alors que ça a un coût pour les TPE, les PME... Quant aux 10 agents de ce service, ça va être des conditions de travail et de vie déplorables, à faire la route tous les jours par exemple.

Nicolas Lhuillery, du syndicat Solidaires Finances publiques

Son collègue de la CGT Finances publiques, Christophe Rissel, ajoute : « À Lorient, on récupère toutes les missions, mais pas les agents, qui connaissent très bien leur métier. » [L'annonce de la fermeture des services des impôts aux entreprises de Pontivy a été faite en juillet 2019](#) : « Deux ans d'enfumage dans le Morbihan, des années que l'on supprime des emplois dans les Finances publiques, encore 23 en 2021 et 15 postes en moins prévus en 2022 », ajoutent les représentants syndicaux.

... Et la trésorerie de Pontivy absorbe Ploërmel et Mauron

De l'autre côté, c'est la trésorerie de Pontivy qui va voir son territoire d'intervention augmenter au 1er janvier 2022. « Pontivy absorbe les trésoreries de Mauron et Ploërmel au 1er janvier 2022, dans trois semaines ; sans avoir d'agents supplémentaires. Et on aura Malestroit en plus en 2023 », apprend Christophe Marchand, agent de la trésorerie, connu aussi pour être conseiller municipal d'opposition à Pontivy.

Avec cette nouvelle réorganisation de la trésorerie, qui ressemble à un jeu de chaises musicales de mauvais goût, Pontivy va gérer tout le nord du Morbihan. « Quand on a trop de missions, on ne peut plus faire ; cette réorganisation c'est simplement de la suppression d'emplois », ajoute Christophe Rissel, de la CGT.

Maison France Services : un miroir aux alouettes ?

L'intersyndicale des Finances publiques du Morbihan indique qu'elle est [solidaire avec ses collègues du monde hospitalier centre-breton qui ont manifesté pour la défense du centre hospitalier du Centre-Bretagne, samedi 4 décembre 2021](#). « Nous défendons la même chose, les services publics de proximité. On ramène tout sur les littoraux, ça va devenir un problème en Centre-Bretagne. Moins de services publics, moins d'envie de s'installer, les gens, les médecins regardent tout ça avant de venir ici. Le Centre-Bretagne va devenir un désert », commentent-ils en chœur.

Ce ne sont pas les Maisons France Services qui vont maintenir les services publics de proximité : les gens n'auront qu'un seul interlocuteur que ce soit pour les impôts – et seulement pour les particuliers, pas les entreprises -, Pôle Emploi, la Caf... Ce sont les collectivités qui paient tout dans ces espaces (immobilier, matériels, personnels), et les agents employés par ces communes devront répondre à des questions sur de vastes sujets. Ce sera juste un agent qui fera boîte aux lettres dans une Maison France Services : c'est un désengagement de l'État.

Annie Rio et Nicolas Lhuillery, du syndicat Solidaires Finances publiques

Certains manifestants rappellent que les élus locaux (Pontivy Communauté, Roi Morvan Communauté) ont voté des motions de soutien en faveur du maintien des services fiscaux de proximité, « mais ils ne sont pas écoutés par la direction des Finances publiques. »

D'autres manifestants estiment que « quand on veut, on peut : les élus de [Loudéac](#) ou encore de Quimperlé ont réussi à maintenir leurs services de Finances publiques, malgré les menaces de fermeture. »